

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Schwartz

Prénoms : Arnaud

Institution ou entreprise : France Nature Environnement (FNE)

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?

Intitulé de votre contribution : Propositions de France Nature Environnement pour le monde de demain – Relocaliser l'alimentation et l'agriculture

Résumé de votre contribution :

PROPOSITIONS DE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT POUR LE MONDE DE DEMAIN – RELOCALISER L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Idée générale : Le temps du confinement est le moment de se questionner : je mange quoi, les aliments viennent d'où, ils sont produits et/ou fabriqués comment et par qui ? Est-ce que nous avons tous accès à cette alimentation de qualité que nous appelons de nos vœux ?

Remettre la question agricole au cœur du sujet alimentation, et de la question sociale, redonner du sens à la nourriture, refaire du lien avec celles et ceux qui travaillent la terre pour en recueillir les fruits. Notre agriculture a besoin de développer ce qu'il y a de meilleur en elle : le soin respectueux de la terre, le respect du rythme des saisons, la valeur du travail des femmes et des hommes. Nous devons aussi nous questionner sur les kilomètres que parcourent les produits nourriciers avant de finir dans notre assiette et notre estomac.

La souveraineté alimentaire devient un sujet primordial de sécurité alimentaire, car nous nous rendons compte que nous ne sommes pas à l'abri de pénuries drastiques, liées notamment à la mondialisation. Nous avons délégué à d'autres la responsabilité de nous nourrir. La chaîne alimentaire est devenue très complexe, en multipliant les distances, les acteurs, les intermédiaires, les modes de transformation. Nous comprenons que nous avons besoin de revenir à des approvisionnements plus directs au profit des consommateurs.

Dès aujourd'hui : le développement des circuits de proximité, le soutien aux paysans nourriciers

Notre devoir est de réfléchir à la simplification de nos circuits alimentaires, à la multiplication des lieux de ventes de proximité (aussi bien en milieu urbain que rural), ainsi qu'à la relocalisation de la production. Il faut favoriser et soutenir tous les magasins de producteurs collectifs, ceux dans lesquels des producteurs se regroupent pour proposer tous leurs produits aux consommateurs, mais aussi les épiceries, les petits commerçants et les artisans. Il faut soutenir et développer les AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les marchés de plein air et encourager les consommateurs à aller dans ces lieux de vente de proximité pour acheter leur alimentation. La garantie de fraîcheur, d'origine des produits, de lien avec les producteurs sont des gages de qualité et de développement économique pour notre agriculture.

C'est aussi l'occasion de réfléchir au gaspillage alimentaire : en France, on estime que 10 millions de tonnes de nourriture destinée à l'alimentation humaine sont perdus chaque année, soit 18% de la production ([ADEME, 2016](#)). En plus des pertes économiques (estimées en France à 16 milliards d'euros annuels), le gaspillage alimentaire est un scandale tant environnemental, eu égard aux gaspillages de ressources et aux pollutions qui y sont liés, que social, à l'heure de la paupérisation croissante de la population. La lutte contre le gaspillage doit donc gagner en efficacité à tous les niveaux de la chaîne alimentaire, tout en contribuant au développement d'un modèle de solidarité alimentaire plus durable et de qualité tant pour les professionnels que pour les bénéficiaires.

Si nous voulons que les paysannes et paysans diversifient leurs productions, prennent soin de l'environnement, de la biodiversité, des sols, il faut leur payer les produits au juste prix.

Dès demain : réviser les règles de la PAC et réorganiser nos approvisionnements alimentaires

La Politique agricole commune (PAC) est en cours de négociation, il est encore temps de repartir d'une feuille blanche, afin de définir à nouveau les objectifs assignés à cette politique européenne et d'en faire le levier d'une transformation agroécologique de notre agriculture et de notre alimentation.

Nous devons en profiter pour stopper l'aberration du transport mondial de denrées alimentaires et d'animaux vivants, pour quelques euros de profit, au détriment à la fois de l'environnement (production de gaz à effet de serre) et de l'organisation sociale des pays émergents, dans lesquels les paysans sont étouffés par la demande mondiale mais aussi de nos pays européens.

Il va falloir aussi assumer une réduction drastique du nombre d'animaux utilisés pour la production de viande et de produits connexes (œufs, lait), à la fois parce que la consommation excessive que nous faisons, dans les pays occidentaux, de ces produits, est délétère pour notre santé et parce que la concentration industrielle de ces productions va à l'encontre du bien-être animal et du bon sens agronomique. Aujourd'hui en France, 80% des surfaces cultivées en céréales sont destinées à l'alimentation du bétail.

Nous pouvons très rapidement réorganiser l'assolement des cultures, au profit du soja (consommateur de moins 50% d'eau que le maïs en zones irriguées) et des légumineuses, tant pour l'alimentation des animaux en autonomie sur les territoires que pour l'alimentation humaine.

Après demain : une alimentation saine et de qualité accessible à toutes et tous, reliée à une agriculture de territoires

France Nature Environnement s'inquiète de la fracture sociale démontrée par la période que nous vivons, et l'augmentation du nombre de foyers qui n'ont plus les moyens de se nourrir, sans même parler de la qualité de la nourriture. L'accessibilité pour tous à une alimentation de qualité doit être la priorité de la réorganisation sociale qui découlera du moment présent.

Cette réorganisation devra s'appuyer progressivement sur la création et/ou la confortation de filières territorialisées, de l'amont à l'aval, entre producteurs, transformateurs, distributeurs et chaînes logistiques et consommateurs, quel que soit leur pouvoir d'achat.

La production agricole durable, de qualité, sera obtenue sur les territoires par la mise en œuvre à grande échelle des principes de l'agroécologie, son soutien par toutes les politiques publiques (en premier la PAC) et par l'installation de nombreux paysannes et paysans, afin à la fois de remplacer un départ par, au minimum, une arrivée et de répondre à la diversification des productions et à la transition vers plus d'agriculture biologique. Celle-ci, tout comme l'agroécologie, sont demandeuses de main d'œuvre, ce qui a le pouvoir de créer de l'emploi sur les territoires ruraux et péri-urbains.

Nous demandons donc de :

- **Porter une approche globale du vivant**, afin de sortir de l'approche binaire, alimentation d'une part et agriculture d'autre part et de lier les deux pour que l'aliment ne soit plus déconnecté de son mode de production et vice-versa.
- **Remettre à plat la Politique Agricole Commune**, en lien avec le Green Deal et notamment ses stratégies pour la biodiversité, le climat, les forêts et un monde sans pollution. Elle doit devenir une politique alimentaire et agricole pour tous les Européens, permettant enfin la souveraineté et l'autonomie alimentaire de l'Europe. Elle doit financer des modes de production agroécologiques, vertueux pour l'environnement, pour l'être humain, pour les conditions de travail, favorisant la biodiversité, le bien-être animal et la résilience de l'agriculture et de l'alimentation.
- **Relocaliser la production alimentaire** au plus près des populations, et donc **diversifier** toutes les productions, afin de pouvoir répondre localement aux besoins alimentaires, en réfléchissant la répartition des productions à l'échelle des bassins de vie.
- **Déspecialiser les territoires** afin de permettre l'autonomie de territoires et de fermes, indispensable pour un meilleur fonctionnement agronomique, environnemental, social et économique.
- Revenir à des productions de saisons, respecter **le rythme des saisons**, les variétés locales adaptées aux conditions locales de sol, de climat, de biodiversité.
- **Sortir la production agricole de sa dépendance aux intrants de synthèse** (pesticides, engrais).
- **Développer et soutenir les unités locales** (PME, SCOOP...) pour la transformation éventuelle des produits (abattoirs, première transformation, stockage), les petites coopératives qui sont encore aux mains des producteurs, favoriser les artisans dans tous les métiers de bouche et de transformation alimentaire.
- **Mailler le territoire** afin de pouvoir répondre localement aux besoins alimentaires de la population.
- Favoriser **l'installation de nouveaux agriculteurs** autour des villes, des villages, en valorisant notamment les terres propriétés des collectivités et les friches, en sanctuarisant les terres agricoles autour des agglomérations.
- **Développer les plantations d'arbres et de haies**, en tant qu'infrastructures agroécologiques qui favorisent la biodiversité, la qualité des sols, des paysages et par conséquent la résilience des fermes.
- Simplifier la chaîne alimentaire pour permettre cette souveraineté, **réduire le nombre d'intermédiaires** et mieux répartir la valeur ajoutée des produits alimentaires.
- Soutenir et développer tous les modes de marchés de **proximité**, dont les magasins de producteurs, les marchés de plein air, les halles couvertes, les AMAP... Communiquer sur ces lieux de vente pour inciter le consommateur à acheter les produits alimentaires auprès des producteurs.
- Communiquer sur **le juste prix du produit**, celui qui rémunère le paysan pour son travail.
- Communiquer sur le **mode de production/transformation** lié à chaque produit pour une totale transparence.
- En matière de **gaspillage alimentaire**, soutenir techniquement et financièrement les démarches de prévention et de réduction à la source du gaspillage, en priorité celles relevant de dynamiques territoriales. Mobiliser toutes les parties prenantes de la chaîne alimentaire en intégrant la lutte contre le gaspillage dans tous les volets de l'activité : formation des professionnels, cahiers des charges,

commande de marchés publics, déploiement d'outils de quantification et d'évaluation du gaspillage répondant aux spécificités de chaque secteur, améliorer l'information du consommateur, publication des données ... Continuer le travail sur les dates de durabilité minimales (DDM) et dates limites de consommation (communication auprès du consommateur, suppression de certaines DDM).

- **Afficher sur les produits** les traitements pesticides utilisés et la présence d'OGM dans la nourriture animale.
- Favoriser la consommation de **produits bruts** ou faiblement transformés.
- Soutenir la **diversification des sources d'approvisionnement de l'aide alimentaire**, pour favoriser l'accès des bénéficiaires à une alimentation saine, locale et variée, répondant à leurs besoins nutritionnels.